CAO, quand les migrants arrivent en campagne

Depuis le démantèlement de la « jungle » de Calais fin 2016, les centres d'accueil et d'orientation (CAO) ont fleuri sur le territoire, y compris dans les campagnes. C'est le cas à Saint-Pierre-Montlimart, un petit village situé entre Nantes et Cholet. En novembre dernier, 40 migrants ont débarqué ici. Reportage après trois mois de cohabitation avec les habitants.

Sous le soleil de février, il fait bon sous la serre en rénovation, mais l'odeur de fumier est prenante. Une petite dizaine de Soudanais étend le mélange afin de préparer le sol à recevoir de futures plantations. « *L'objectif est de créer un potager, de planter des pommes de terre et de pourvoir en partie à la consommation des jeunes du centre d'accueil et d'orientation* », résume Dominique Micheu, formateur technique au CAO. L'idée est aussi d'occuper ces jeunes hommes, un peu désœuvrés et très demandeurs d'activités. Dans ce petit coin de campagne tranquille, situé à « *50 minutes de tout* », c'est-à-dire des trois villes alentours que sont Nantes, Angers et Cholet, l'installation du CAO et l'arrivée de 40 hommes, tous migrants, n'est pas passée inaperçue. Lorsque Serge Piou, le maire, a appris la nouvelle de cette décision prise par la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) en septembre dernier, il s'est tout de suite inquiété de la réaction des habitants. « *Les craintes, légitimes, de la population se sont exprimées : qui sont-ils ? Pourquoi seulement des jeunes hommes ? Comment vont-ils se comporter ? Pourquoi ne peuvent-ils pas travailler ? Pour combien de temps sont-ils ici ? Et puis, bien sûr, il y a aussi eu des réactions dures, des propos déplacés* », décrit le maire.

Heureusement, de nombreuses bonnes volontés se sont également exprimées. Lors de la réunion publique qui a eu lieu début novembre à Saint-Pierre, près de 200 personnes se sont déplacées. « *On s'attendait à des manifestations tendues, mais finalement il y a eu des interventions plutôt positives* », raconte Olivier Miara, le directeur du CAO. Quelques semaines plus tard, une autre réunion faisait appel cette fois aux habitants désireux de s'engager et de devenir bénévoles au sein du dispositif. « *Soixante personnes sont venues ! C'était fou, on s'attendait à beaucoup moins… Mais Les Mauges, où se situe Saint-Pierre, est une terre de faiseurs : il y a un vrai état d'esprit qui porte vers la mobilisation et la solidarité* », poursuit-il.

Abdarazik Adam, 28 ans, migrant soudanais

© Françoise Stijepovic

« *J'habitais au Darfour avec mes parents, mes deux frères et mes trois sœurs. Nous sommes une famille de paysans et nous avions des terres et quelques vaches. Mais en 2004, le gouvernement nous a tout pris et mon père a été tué. Alors nous sommes partis au Tchad, où nous avons vécu dans un camp de réfugiés. Le reste de ma famille y est encore, mais je suis parti en 2016 pour l'Europe et je suis arrivé en France, via l'Italie. Après une semaine à dormir sous un pont à Paris, j'ai été accompagné à Saint-Pierre. J'ai eu de la chance. Depuis mon arrivée, je participe aux cours de français, aux activités de maraichage et aux matchs de foot. Quand il fait beau, on se balade, les habitants sont gentils avec nous. Deux amis que je connaissais au Soudan sont ici avec moi, alors on peut parler ensemble. Il y a une bonne ambiance. J'aimerais beaucoup pouvoir rester et j'espère qu'on ne me renverra pas en Italie.* » •

Bonnes volontés

Tandis que certains jeunes s'occupent du futur jardin potager, d'autres sont en plein cours de français dans les locaux du CAO. Ils sont encadrés par une équipe de bénévoles. Ce jour-là, Isabelle apprend à compter, à se présenter, à dire sa date de naissance à six d'entre eux dans une ambiance détendue, mais studieuse. « *Sans les bénévoles, le dispositif ne pourrait pas fonctionner,* souligne le directeur. *Plus d'une vingtaine de personnes viennent toutes les semaines. Grâce à ces bénévoles, les jeunes bénéficient de 12 cours de français par semaine, sont transportés et accompagnés à leurs rendez-vous administratifs et peuvent pratiquer des activités sportives.* »

© Françoise Stijepovic

Sandrine Hulin, jeune maman en recherche d'emploi et Yves Bigeard, agriculteur retraité, font partie de ces bénévoles qui s'impliquent chaque semaine dans la vie du CAO. Transport des jeunes aux Restos du Cœur pour chercher des denrées alimentaires, cours de français, mais aussi aides administratives pour la constitution des dossiers de recours pour les jeunes, les deux bénévoles ne chôment pas. « *Je suis heureuse de pouvoir faire quelque chose à mon échelle, près de chez moi,* témoigne Sandrine Hulin. *Cela me permet d'agir face à une politique nationale avec laquelle je ne suis pas d'accord.* » Même intention du côté d'Yves Bigeard : « *je me sens utile et je m'enrichis au contact des jeunes. Même si tout le monde dans mon entourage ne comprend pas mon implication, on discute et parfois leur vision évolue ou s'adoucit…* » Tous deux s'attendaient à ce que les habitants soient plus réticents et reçoivent moins bien la nouvelle. Il faut dire que le vote d'extrême droite est bien présent dans la commune.

Des habitants rassurés

Pourtant, il semble que les réticences s'apaisent peu à peu depuis novembre dernier. Inquiet au départ face à l'arrivée de ces 40 jeunes hommes migrants dans leur quartier, le voisinage s'adoucit. « *Aujourd'hui, la plupart nous disent bonjour, et cela va certainement continuer à évoluer* », annonce optimiste le directeur Olivier Miara. Parmi les voisins, Olivier fait figure de pionnier, puisqu'il reçoit régulièrement des jeunes chez lui pour regarder des matchs de foot. « *Si j'étais à leur place, j'aimerais qu'on m'aide,* dit-il, attablé chez lui avec Ibrahim et Idriss. *Alors, je discute avec ceux qui parlent français et anglais, on partage notre passion pour le foot… Certains ont mangé plusieurs fois ici ou chez mes parents, et puis Mustafa et Bengali m'ont préparé un couscous !* » Le comportement « exemplaire » des jeunes, leur politesse et leur gentillesse contribuent à rassurer les habitants et les commerçants. D'ailleurs, Mustafa a été invité à manger chez une habitante qu'il avait aidée à porter ses courses. « *Ils sont arrivés depuis près de trois mois maintenant et les retours des commerçants sont très positifs,* confirme le maire. *Ils se baladent en petits groupes, ils sont très posés. Les sceptiques le resteront sûrement, mais ça se passe bien !* » De quoi fournir un accueil agréable et un moment de répit à ces jeunes, dont l'avenir est toujours plus qu'incertain. •

© Françoise Stijepovic

Juliette Cottin

Durcissement pour les « dublinés »

Ces structures d'accueil temporaires sont destinées à permettre aux migrants de se reposer et de réfléchir à leur parcours migratoire, avant de les orienter vers des dispositifs qui les accueilleront à plus long terme ou de les renvoyer vers leur pays d'entrée en Europe ou vers leur pays d'origine. Un an après le démantèlement de la « jungle » de Calais, en octobre dernier, 42 % des migrants présents dans les CAO avaient obtenus le statut de réfugiés, mais la situation est différente aujourd'hui. Ainsi, à Saint-Pierre-Montlimart comme dans les autres CAO, nombre de jeunes tombent sous le coup du règlement Dublin. Entrés en Europe *via* un autre pays que la France, ces « dublinés » qui se sont vus prendre leurs empreintes dans ce pays, doivent en théorie déposer leur demande d'asile dans le pays en question. La loi votée définitivement mi-février par le parlement facilite le placement en rétention de ces migrants. Pour le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, cette mesure permettra de rendre plus efficace la politique d'éloignement du gouvernement, afin de transférer ces jeunes vers le pays européens où leurs empreintes ont été prises la première fois.